

Curriculum Vitae – Ariane GAILLARD

- **Maître de Conférences à l’Université Toulouse Capitole, Ecole de Droit**
- Directrice adjointe de l’Unité de Recherche de l’Ecole de Droit de Toulouse – Recherche

Mise à jour novembre 2025

Domaines de recherche : *Droit des biens, droit funéraire, droit des personnes*

Laboratoire d'affectation : Institut de Droit Privé (IDP), UTC

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2022 à aujourd’hui : **Maître de conférences** à l’Université Toulouse 1 Capitole (Mutation)

2018-2022 : **Maître de conférences** à l’Université Paris Nanterre

2016-2017 : **Chargée d’enseignement et de recherches** à l’Université Toulouse 1 Capitole, rattachée à l’Institut d’Études Juridiques de l’Urbanisme et de la Construction (IEJUC) en qualité de post-doctorante (128h TD)

2016 : **Qualification aux fonctions de Maître de conférences (Section 01)**

2015 : **Doctorat en droit privé**, *Les fondements du droit des sépultures*, thèse soutenue le 10 décembre 2015 à l’Université Jean Moulin (Lyon 3), dir. B. Mallet-Bricout

2014-2016 : **ATER en droit privé**, Université Jean Moulin Lyon 3 (196h TD)

2011-2014 : **Doctorante contractuelle en droit privé**, Université Jean Moulin (Lyon 3)

2011 : **Master 2 droit privé fondamental**, Université Jean Moulin (Lyon 3)

2010 : **Master 1 droit privé, mention sciences criminelles et carrières judiciaires**, Université Toulouse 1 Capitole

2009 : **Licence en droit (option droit privé)**, Université Toulouse 1 Capitole

ACTIVITES DE RECHERCHE

I. OUVRAGES INDIVIDUELS :

- *Les fondements du droit des sépultures*, (LGDJ, coll. Institut Universitaire Varenne – Editions lextenso, 2017) ; version publiée de la thèse de doctorat soutenue le 15/10/15 à l’Université Jean Moulin (Lyon 3) ; membres du jury : les Pr. B. Beignier, G. Loiseau, B. Mallet-Bricout, J.-C. Saint-Pau et F. Zenati-Castaing ; mention Très honorable avec les félicitations du jury, proposition de prix de thèse et de subvention pour une publication ; prix de thèse : d de l’Université Jean Moulin (Lyon 3), 2016 ; de l’Institut Universitaire Varenne, catégorie « Droit privé : concepts fondamentaux et droit comparé », 2017.
- *Petit lexique de Droit funéraire* – Dalloz, coll. « à savoir », 2024

II. CONTRIBUTION A DES OUVRAGES COLLECTIFS :

- « **Les enjeux actuels du droit funéraire. Réflexions à destination du réformateur imaginaire** », in *Le droit face à la mort*, dir. C. Lievaux et S. Dumas-Lavenac, IFJD, 2025.
- **Chapitre sur « La capacité dans le contrat de transaction »**, in *La transaction – Propositions en vue de la réforme du Titre XV – Livre Troisième du Code civil « Des transactions »*, sous la direction de W. Dross et de B. Mallet-Bricout, éd. La Documentation française, 2014, p. 85 à 95. Publication réalisée en suite d’un projet de recherche collective mené sous l’égide du GIP Mission droit et justice (v. *infra*).
- « **Le sort de l’urne cinéraire : enjeux anthropologiques et politiques. A propos de la loi du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire** », in *Ethique & crémation, réflexions sur une liberté éclairée*, dir. B. Py et M. Mayer, PUN – Editions Universitaires de Lorraine, 2015, p. 69 à 93. Actes du colloque organisé à l’Université de Lorraine en 2013.

III. ARTICLES, CHRONIQUES, COMMENTAIRES, NOTES, :

Droit funéraire

- « Dernières volontés et office du juge : décider des funérailles n’est pas les organiser », obs. sous Cass. civ. 21 aout 2025, n° 25-17.445, *Droit de la famille*, nov. 2025.
- « La mère survivant au fils : primauté de la volonté exprimée par le défunt », obs. sous Cass. civ. 1^{re}, 9 juil. 2025, n° 25-15.983, *Droit de la famille*, oct. 2025.
- « Les funérailles musulmanes en France », *Droit de la famille*, n° 6, juin 2025.
- « Cold case Pélicot : les conditions juridiques de l’inhumation », *Le club des juristes*, 23 mai 2025

- « Les enjeux actuels du droit funéraire. Réflexions à destination du réformateur imaginaire », in *Le droit face à la mort, principes et réalités*, dir. C. Lievaux et S. Dumas-Lavenac, IFJD, 2025.
- « Retour sur l’inhumation en terrain privé », *Droit de la famille*, oct. 2024, n° 10.
- « L’antisémitisme par-delà la mort », *Le club des juristes*, 12 déc. 2023
- « L’ultime preuve des dernières volontés : bataille pour la destination des cendres ». obs. sous Cass. civ. 1^{re}, 14 févr. 2023, n° 23-11.641, *Droit de la famille*, mai 2023
- Commentaire des dispositions de droit funéraire issues de la « Loi 3DS ». Dossier spécial *JCP N*, commentaire de la Loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcertation et portant diverses mesures de simplification de l’action publique locale, *JCP N*, n° 17, 29 avr. 2022, 1154.
- « Clarifier, sécuriser, transformer : pour une réforme du droit funéraire ». Commentaire du rapport du Défenseur des droits sur le droit funéraire (27 oct. 2021), *Droit de la famille*, fév. 2022, n° 2, ét. 3.
- « Les dernières volontés et les funérailles », *Legs et donations. Le guide des Associations & Fondations*, 17^{ème} éd., LexisNexis 2022.
- « Le deuil de l’enfant du salarié : faire face à l’impensable. Commentaire de la loi n° 2010-692 visant à améliorer les droits des travailleurs et l’accompagnement des familles après le décès d’un enfant », Revue *Droit de la famille*, sept. 2020, n° 9, comm. 129
- « Face à l’épidémie, des mesures prises en droit funéraire. Commentaire du décret n° 2020-352 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l’épidémie de covid-19 », Revue *Droit de la famille*, mai 2020, n° 5, comm. 84
- « Funérailles républicaines, inhumation d’un terroriste : les nouvelles figures du sacré laïc », *Recueil Dalloz*, D. 2017, 654, rubrique **Point de vue**.
- « Le concubin n’est pas un membre de la famille au sens de l’article L. 2213-14 du Code général des collectivités territoriales », obs. sous Rép. min. n° 15566 (JO Sénat 15 sept. 2016), p. 3942, Revue *Droit de la famille*, n° 12, décembre 2016, comm. 249.
- « Exhumation et transfert des cendres d’un poète russe : respect de la volonté individuelle ou hommage rendu en mémoire d’une œuvre ? », note sous Cass. civ. 1^{re}, 31 mars 2016, n° 15-20.588, Revue *Droit de la famille*, n° 9, septembre 2016, étude 16.

Droit des affaires & Procédure civile

- « La singularité de l’action en recouvrement des créances cédées au fonds commun de titrisation », note sous Com. 15 juin 2022, n° 20-17.154, *Recueil Dalloz*. 2022, 2353.
- « De la difficulté d’exister sans personnalité juridique : les curiosités d’une cession de créances à un fonds commun de titrisation », *RTD com.*, 2018, 841.

Droit des biens & Procédure civile

- « Quelle déjudiciarisation des conflits de voisinage ? Du bon usage de l’article 750-1 du Code de procédure civile », *JCP G* avr. 2025, n° 16-17.
- « Le droit de la résolution amiable des conflits de voisinage : l’article 750-1 du Code de procédure civile *de lege lata* (1^{ère} partie) », *JCP N*, oct. 2024, n° 42

- « Le droit de la résolution amiable des conflits de voisinage : l'article 750-1 du Code de procédure civile *de lege ferenda* (2ème partie), oct. 2024, **JCP N**, n° 43.

Droit des biens & Droit patrimonial & Droit immobilier

- « **Sacraliser la nature plutôt que la personnaliser** (ou les mirages de la personnalisation) », **Recueil Dalloz** 2018, 2422, rubrique **Point de vue**.
- « **Détournement et destruction d'un enregistrement** : vers une unification de la protection pénale des biens immatériels ? », **note** sous Cass. crim., 16 déc. 2015, n° 14-83.140, **RLDI** 2016, n° 126, p. 12 et s.
- « **Respect de la vie privée et familiale et du domicile** *versus* respect des règles d'urbanisme : condition d'appréciation du trouble manifestement illicite par le juge des référés au regard de l'article 8 de la CESDH », **note** sous Cass. civ. 3^{ème}, 17 déc. 2015, n° 14-22.095, **Lexbase, La lettre juridique** n° 640 du 21 janvier 2016, n° N0938BWN
- Depuis juil. 2024: participation à la Chronique de jurisprudence de droit privé du patrimoine, **Gazette du Palais**. Observations et commentaires (environ 10 000 signes) sous :

Cass. civ. 3^{ème}, 14 mars 2024, n° 22-15.205 : « L'octroi d'une tolérance de passage ne permet (toujours) pas le bénéfice d'une servitude légale d'enclave »

- Sept. 2016 à juin 2017 : participation à la Chronique de jurisprudence de droit privé du patrimoine, **Gazette du Palais**. Observations et commentaires (environ 10 000 signes) sous :

Cass. civ. 3^{ème}, 8 sept. 2016, n° 14-26.953, « L'affaire *Maison de Poésie* et la durée des droits de jouissance spéciale : suite... et éternité ? », Gaz. Pal. 13 déc. 2016, n° 44, p. 73.

Cass. civ. 1^{re}, 8 juin 2016, n° 15-19.614, « Le délai de prescription applicable aux créances périodiques échues postérieurement au jugement : rupture ou continuité depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2008 ? », Gaz. Pal. 13 déc. 2016, n° 44, p. 70.

Cass. civ. 1^{re}, 31 mars 2016, n° 15-10.748, « Conditions pour agir en versement d'une indemnité d'occupation privative d'un bien indivis et en réparation d'un préjudice moral », Gaz. Pal. 13 sept. 2016, n° 31, p. 72.

- 2025 à aujourd'hui : **rédactrice pour Dalloz Actualités**, dans la section « **Droit immobilier** ». Observations (environ 9000 signes) sur :

Cass. civ. 3^{ème}, 16 oct. 2025, n° 24-13.058 : « Changement d'usage: l'affectation effective à l'usage d'habitation prime »

Cass. civ. 3^{ème}, 2 oct. 2025, n° 24-12.678 : « Servitude légale de passage : la détermination de l'assiette par usage continu prime, même en cas de division de fonds »

Cass. civ. 3^{ème}, 11 sept. 2025, n° 23-14.398 : « Servitude d'utilité publique de captage des eaux : quelques précisions sur le point de départ d'une prescription complexe »

Cass. civ. 3^{ème}, 7 mai 2025, n° 24-15.027 : « Accession et indivision perpétuelle et forcée : démolition d'une construction réalisée sans le consentement des indivisaires » ;

Cass. civ. 3^{ème}, 27 févr. 2025, n° 23-10.658 : « Servitude par destination du père de famille et donation de biens communs : précisions sur l'unité de propriétaire »
Cass. civ. 3^{ème}, 13 févr. 2025, n° 23-17.636 : « Vente immobilière et clause de non-garantie : la servitude non apparente n'est (toujours pas) un vice caché »
Cass. civ. 3^{ème}, 9 janv. 2025, n° 23-20.665 : « L'appropriation privative d'un chemin n'exclut pas sa nature de chemin d'exploitation »

- 2016-2020, **rédactrice pour Dalloz Actualités**, dans la section « **Droit immobilier** ». Observations (environ 9000 signes) sur :

Cass. civ. 3^e, 19 déc. 2020, n° 19-14.261 : « Consignation du prix de vente et droit de préemption urbain » ; Cass. civ. 3^e, 26 nov. 2020, n° 19-14.601 : « Irrespect des formalités prévues pour les promesses de vente de très longue durée : la nullité est relative » ;
Cass. civ. 3^e, 1^{er} oct. 2020, n° 19-16.561 : « Inexécution d'une promesse synallagmatique de vente et point de départ de la prescription » ; Cass. civ. 3^e, 1^{er} oct. 2020, n° 18-16.888 : « Le privilège immobilier sauvé par le droit alsacien mosellan » ; Cass. civ. 3^e, 19 déc. 2019 : « Examen de proportionnalité de l'empietement d'une servitude de passage » ; Cass. civ. 3^e, 17 oct. 2019, n° 19-40.028 : « Atteinte à la liberté contractuelle et exécution forcée d'une promesse unilatérale de vente » (15 000 caractères espace compris) ; Cass. civ. 3^e, 25 oct. 2018, n° 17-20.131 : « Manquement du syndic à l'ouverture d'un compte courant séparé » ; Cass. civ. 3^e, 12 juil. 2018, n° 17-26.133 : « Constitution d'un syndicat secondaire : appréciation de la pluralité des bâtiments » ; Cass. civ. 3^e, 14 juin 2018, n° 17-20.280 : « Servitude conventionnelle de passage et installation de canalisations » ; Cass. civ. 3^e, 21 juin 2018, n° 17-13.212 : « Mésentente entre associés d'une SCI : désignation d'un mandataire *ad hoc* » ; Cass. civ. 3^e, 31 mai 2018, n° 17-18.046 : « Désignation du syndic de copropriété et délégation de pouvoir au conseil syndical » ; Cass. civ. 3^e, 12 avr. 2018, n° 17-13.118 : « Effets de la nullité du contrat de réservation sur le contrat de vente » ; Cass. civ. 3^e, 22 mars 2018, n° 16-24.052 : « Appréciation souveraine par les juges du fond d'une attribution préférentielle de droit des parcelles indivises » ; Cass. civ. 3^e, 15 févr. 2018, QPC n° 17-40.069 et 17-40.075 : « Irrecevabilité d'une QPC portant sur les articles L. 112-1 et L. 112-2 du code monétaire et financier » ; CEDH, 30 janv. 2018, *Cassar c. Malte*, n° 50570/13 : « Loyer réglementé : charge exorbitante et disproportionnée justifiant la violation du droit au respect de ses biens » ; Cons. Const. 9 févr. 2018, n° 2017-689 QPC : « Loueur de meublé en professionnel : inconstitutionnalité de l'immatriculation au RCS » ; Cass. civ. 3^{ème}, 23 nov. 2017, n° 16-20.311 et n° 16-25.125, « Irrégularité de contestations d'assemblée générale de copropriété » ; Cass. civ. 3^{ème}, 12 oct. 2017, n° 16-22.416 : « Notification de l'engagement d'une promesse de vente et délai de rétractation » ; Cass. civ. 3^{ème}, 5 oct. 2017, n° 16-21.971 : « Mesurage d'un lot : absence d'atteinte disproportionnée au droit au respect du domicile » ; Cass. civ. 1^{re}, 20 sept. 2017, n° 16-12.906 : « Mandat d'agent immobilier conclu sans écrit : nullité relative » ; Cass. civ. 3^{ème}, 13 juil. 2017, n° 16-50.057 : « Le pétitoire en moyen de défense : incompétence de la juridiction de proximité » ; Cass. civ. 3^{ème}, 6 juil., n° 16-16.849 : « Valeur contractuelle de l'état descriptif de division inséré dans un règlement de copropriété » ; Cass. civ. 3^{ème}, 29 juin 2017, n° 16-18.087 : « Pollution des sols connue du vendeur : clause de non garantie des vices cachés inefficace » ; Cass. civ. 3^{ème}, 27 avril, n° 16-11.078 et 079 : « Expiration du délai de dépôt des conclusions et pièces : caducité de la déclaration d'appel » ; Cass. civ. 3^{ème}, 16 mars 2017, n° 15-12.384, « Refus de réparation d'un préjudice éventuel » ; Cass. civ. 3^{ème}, 24 févr. 2017, n° 15-20.411, « Mandat irrégulier d'un agent immobilier : nullité relative » ; Cass. civ. 3^{ème}, 15 févr. 2016, n° 15-20.953, « Installation d'un transformateur sur une propriété privée : le juge administratif est (lui aussi) gardien de la propriété » ; Cass. civ. 1^{re}, 3 nov. 2016, n° 15-23.53, « Mandat exclusif de l'agent immobilier et faculté de dénonciation » ; Cass. civ. 3^{ème}, 20 oct.

2016, n° 15-22.680, « Arrêté de mise en péril et suspension des loyers » ; Cass. civ. 3^{ème}, 6 oct. 2016, n° 15-20.308, « Contrôle des structures et reprise d'un bail rural » ; Cass. civ. 3^{ème}, 22 sept. 2016, n° 15-22593, « Participation bénévole des copropriétaires à l'entretien courant de l'immeuble ».

IV. COLLOQUES, INTERVENTIONS, JOURNEES :

Organisation et direction scientifique :

- *L'anticipation de la mort : regards croisés*, 14 nov. 2024 à l'Université Toulouse Capitole, IDP

- *L'utilité du droit des biens* (Co-organisation et co-direction scientifique, avec G. Beaussonie) Colloque, 18 mai 2017, à l'Université Toulouse 1 Capitole.

Intervention en qualité de discutante :

- *Juridifier l'Anthropocène : personification de la nature, biens communs, etc.*, 22 novembre 2019 à l'Agence Française du Développement (dir. scientifique : B. Parance et G. Lhuilier).

Communications :

- *Exhumations & cendres : le droit sur le cercueil après la sépulture*, Colloque « Cercueil(s) & Droit(s) », 28 nov. 2025, dir. Scientifique M. Touzeil-Divina.
- *La personne âgée et les funérailles*, Journée interdisciplinaire *Dessiner la société face au vieillissement* Projet « BiVi », 19 juin 2025, Campus universitaire Montauban.
- *Les servitudes conventionnelles* (avec E. Colas, V. Bertheau, P. Marbezy) ; 3^{ème} colloque interprofessionnel Notaires/Géomètres experts, *Les servitudes : regards croisés entre plume et plan*, 5 juin 2025, Université Toulouse Capitole.
- *Déjudiciarisation et justice civile : enjeux et méthodes* (avec M. Defix et S. Hortala), Veille de l'Institut de Droit Privé 22 mai 2025
- *Aspects extrapatrimoniaux : anticiper l'organisation des funérailles* (avec M. Deschamps), communication lors du colloque « L'anticipation de la mort : regards croisés », 14 nov. 2024 à l'Université Toulouse Capitole, IDP.
- *Le droit des concessionnaires : un droit réel comme les autres ?*, communication lors du Colloque « La mort », rencontre des juristes de l'Université Toulouse Capitole et de l'Institut Catholique de Toulouse, 17 oct. 2024, Université Toulouse Capitole (organisation : J. Julien et E. Richer)
- *Les enjeux actuels du droit funéraire. Réflexions à destination du réformateur imaginaire*, communication lors du Colloque *Le droit face à la mort*, 30 nov. et 1^{er} déc. 2023, Université de Lorraine, IFG (organisation : S. Dumas-Lavenac et C. Liévaux)

- *Sanctions de l'empietement et exclusivité du droit de propriété*, Veille de Droit privé de l'IDP, 27 oct. 2022, Université Toulouse Capitole
- *Les dernières volontés et les funérailles* : communication lors du Colloque *Les dernières volontés*, 22 oct. 2021, IRDP Université de Nantes (organisation V. Zalewski-Sicard)
- *L'exemple des sépultures de famille* : communication lors du Colloque international *Communautés et pratiques communautaires*, 11 juin 2019 au Musée du Quai Branly (organisation : M. Clément-Fontaine, G. Gidrol-Mistral, A. Popovici)
- *Droit, sacré et religion*, communication lors de la journée doctorale de l'Ecole Doctorale de Droit de l'Université Jean Moulin (Lyon 3), 25 juin 2015
 - Restitution d'un atelier de synthèse relatif à l'usage du contrat de transaction en droit social à l'issue du colloque *Recourir au contrat de transaction : quel profit pour quels risques* ? Université Jean Moulin (Lyon 3), 18 juin 2014
 - *Le sort de l'urne cinéraire : enjeux anthropologiques et politiques. A propos de la loi du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire*, Colloque *Éthique et crémation : Réflexions sur une liberté éclairée*, Université de Lorraine, 25 octobre 2013

V. ACTIVITES DE RECHERCHE COLLECTIVE :

- 2011-2014: Participation régulière au **Bulletin des Arrêts de la Cour d'Appel de Lyon** (BACALy), sous l'égide de l'Equipe de droit privé : rédaction de commentaires d'arrêts de la Cour d'Appel de Lyon, dans le domaine du droit patrimonial (<http://bacaly.univ-lyon3.fr>) (dix publications)
- 2011-2013: Participation à **un projet de recherche, soutenu par le GIP Mission Droit et Justice (Ministère de la Justice)**, co-dirigé par M. Dross et Mme Mallet-Bricout, intitulé « *Propositions en vue de la réforme du Titre XV – Livre Troisième du Code civil « Des transactions »* ».

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

UPN (Université Paris Nanterre) ; UT1 (Université Toulouse 1 Capitole), UJML (Université Jean Moulin)

COURS MAGISTRAUX :

En cours (2025-2026) :

Droit civil, Master 2 Métiers de la Justice – Parcours ENM

Procédure civile, Master 1 Métiers de la Justice – Parcours commun »

Droit judiciaire privé, Licence 3 Droit privé

Droit général des biens : L3 en alternance Juriste de copropriété, 21h

Droit général immobilier : M1 en alternance Juriste de copropriété, 8h

Baux d'habitation : M1 en alternance Juriste d'Entreprise et de Droit des Assurances, 21h

Conflits de voisinage : M2 en alternance Juriste d'Entreprise et de Droit des Assurances, 27h

Contrats obsèques & Droit des biens : L3 Licence professionnelle Mandataires judiciaires, 5h

Anciens :

Vente immobilière : M2 en alternance Juriste d'Entreprise et de Droit des Assurances (2023-2025)

Contrats d'affaires : M1 en alternance Juriste d'Entreprise, 24h (2022-2025)

Droit des contrats : L2 Droit, (2024-2025)

Procédure pénale : L2 Campus Montauban (2022-2024)

Droit social : Licence 3 (2022-2024)

Au sein d'autres universités :

Droit des biens : Licence 3 (UPN) (33h)

Droit spécial des contrats, Licence 2 (UPN)

Droit des obligations & procédure civile, M1 Justice, Procès, Procédure, parcours « ENM », UPN (33h)

Droit des contrats spéciaux et des sûretés (vente, prêt, cautionnement), M2 Justice, Procès, Procédure, parcours « ENM » 14h (UPN)

Droit des obligations (contrats) : Licence professionnelle « Métiers de l'immobilier : Gestion et administration des biens », 2017, 16h (UJML)

Droit des contrats spéciaux, Licence 3 (UPN)

Droit pénal de la preuve : M2 Métiers du droit et de la justice, Université Savoie Mont Blanc (15h, 2016)

Initiation à la recherche, Licence 3 (UPN)

SEMINAIRES

Droits réels et copropriété : Master 2 Juriste de copropriété (3h, 2025) UTC

Responsabilité pénale des professionnels : M2 Droit Privé fondamental (15h, 2019) UPN

FORMATIONS :

La prescription des actions civiles – Formation aux magistrats, Cour d'appel de Toulouse, 24 juin 2022 (3h)

Qu'est-ce que le Droit ? Les sources du droit - Formation aux enseignants du secondaire, Université Toulouse Capitole, DIU Droits et Grands enjeux contemporains (6h – 2023-2025)

PREPARATIONS AUX EXAMENS ET CONCOURS (IEJ):

1) CRFPA (UPN et UT1)

- 2025 : présidente du jury des Grands Oraux pour le CRFPA (une semaine)
- 2023-2024 : responsable du Pôle Droit des obligations pour le CRFPA (IEJ, UT1)
- 2022-2023 : responsable du Pôle de procédure civile pour le CRFPA (IEJ, UT1)
- 2022-2024 : confection d'entraînements au cas pratique en Droit civil, en Droit des obligations et en Procédure civile (CRFPA, IEJ, UT1)
- Cours de Libertés et droits fondamentaux : Droit de propriété (CRFPA, IEJ, UT1, 3h)
- 2022, puis 2025 : entraînements aux grands oraux
- 2022-2024 : correction des copies de l'Examen National du CRFPA en Procédure civile et en Droit civil
- 2018-2021 : participation aux jurys de l'épreuve du Grand Oral du CRFPA pour l'IEJ (UPN)
- 2022 : Entraînement à l'épreuve du Grand Oral du CRFPA (IEJ, UT1)
- 2017 : entraînement à l'épreuve du Grand Oral du CRFPA, IEJ (UT1)
- 2018-2021 : correctrice des copies diverses épreuves (Procédure civile, droit des obligations, droit civil) de l'examen du CRFPA pour l'IEJ (UPN)
- 2018-2021 : Élaboration et proposition de sujets de l'épreuve du Grand Oral du CRFPA pour l'IEJ (UPN)
- Cours de *Culture juridique*, Prépa IEJ CRFPA (UPN, 2019, 4h)

2) ENM (UPN et UT1)

- A compter de sept. 2025 : interventions dans le M2 « Métiers de la Justice – Parcours ENM » : cours de droit civil, choix de thèmes d'actualité en droit civil en collaboration avec les magistrats, et confection de sujets d'entraînement (dissertations et cas pratiques).
- 2022-2025 : Entraînements à la dissertation et au cas pratique en Droit civil et Procédure civile, Prépa ENM, IEJ (UT1)
- 2022-2025 : Séance d'actualisations en Droit civil et Procédure civile, Prépa ENM, IEJ (UT1)

- 2022-2025 : Méthodologie du cas pratique et de la dissertation en Droit civil et Procédure civile, Prépa ENM, IEJ (UT1)
- Entraînements à la dissertation et au cas pratique de Droit civil et Procédure Civile, Prépa ENM, IEJ 2019, 10h (UPN)
- 2019-2021 : Tutorat à des étudiants du M1 et M2 Justice, Procès, Procédure, parcours « ENM ». Entrainement à la dissertation et au cas pratique de Droit civil et procédure civile.
- 2019-2021 : Cours et Travaux Dirigés assurés dans les M1 et M2 Justice, Procès, Procédure, parcours « ENM » (v. ci-dessus)

INTERVENTION AU COLLEGE SUPERIEUR DE DROIT (CSD):

Depuis 2025 : direction et encadrement de deux groupes dans le cadre de *plaideries collectives*.

2025 : supervision de deux groupes dans l’élaboration d’une fiche de synthèse d’après un choix de deux œuvres non juridiques

INTERVENTIONS

- Présentation des Métiers du Droit au Forum des Métiers et des Parcours, avril 2022 : intervention suivie de questions à destination des élèves de première, Lycée Saint-Sernin, Toulouse

ENCADREMENTS

- Depuis 2023 : Tutorat à destination d’étudiants de Licence et Master professionnels et en alternance
- Depuis 2025 : Jury de soutenances de rapports d’activités (Licence et Master professionnels et en alternance).

TRAVAUX DIRIGES

(2011-2014 : doctorante contractuelle ; 2014-2016 : ATER ; 2016-2017 : post-doctorante ; 2018-2019 : MCF)

Introduction générale au droit (L1 droit/science politique, équipe de Mme Deumier, durant deux années, UJML) ; **Droit des personnes** (L1 droit/science politique, équipe de M. Le bourg, durant trois années, UJML) ; **Droit de la famille** : L1, équipe de M. Pichard, UPN) ; **Droit des biens** (L1 droit/science politique, équipe de M. Le bourg, durant trois années, UJML ; L1, équipe de Mme Bidaud-Garon, 2011-2012, UJML ; L3, équipe de M. Beaussonie, 2016, UT1) ; **Droit des obligations** (L2, équipe de M. Chénedé, durant deux années, UJML ; L2, équipe de Mme Porchy-Simon, 2015-2016, UJML ; L2, équipe de M. Jean, 2017, UT1 ; IEJ « Prépa CRFPA », actualisation et préparation au cas pratique en droit des obligations, 2017, UT1) ; **Droit des contrats spéciaux** (L3, équipe de Mme Mallet-Bricout, durant deux années, UJML ; M1 « droit de l’entreprise », équipe de M. Theron, 2017, UT1) **Droit patrimonial de**

la famille (L3, équipe de Mme Deville, 2017, UT1, *Droit des régimes matrimoniaux, des successions et des libéralités*) **Droit pénal général** (L2, équipe de M. Mistretta ; L2, équipe de Mme Thellier de Poncheville, 2015-2016, UJML) ; **Droit commercial** (L2, équipe de M. Jean, 2016 UT1) ; **Droit de la santé** (M1, équipe de M. Touillier et Mme Ginon, UPN) ; **Ateliers de synthèse** (M1 « carrières judiciaires et sciences criminelles », équipe de M. Dross, 2015-2016, UJML) ; **Travaux de soutien universitaire** (L1, droit privé, 2017,UT1)

FONCTIONS UNIVERSITAIRES et ADMINISTRATIVES

- Directrice adjointe du Conseil de l'Unité de Recherche de l'École de Droit de Toulouse (sept. 2025)
- Membre élue du Conseil de l'Unité de Recherche de l'École de Droit de Toulouse (sept. 2025)
- Responsable des « Veilles de droit privé » de l'Institut de Droit Privé (IDP) (2024)
- Sur proposition du Doyen de la Faculté de droit de l'Université Toulouse 1, habilitée pour remplir les fonctions de membre du jury pour la délivrance des diplômes dans le secteur funéraire, au titre des enseignants d'université (arrêté préfectoral du Tarn, 6 décembre 2022 ; arrêté préfectoral du 8 mars 2024).
- Présidence de jurys des Grands Oraux du CRFPA à l'IEJ de l'Université Nanterre (novembre 2018, novembre 2019)
- Élaboration et proposition de sujets de l'épreuve de Grand Oral du CRFPA à l'IEJ de l'Université Nanterre (novembre 2018)
- Correction de copies de l'épreuve de procédure civile de l'examen du CRFPA, IEJ Université Paris Nanterre, septembre-octobre 2020
- Sur proposition du Doyen de la Faculté de droit de l'Université Lyon 3, habilitée pour remplir les fonctions de membre du jury pour la délivrance des diplômes dans le secteur funéraire, au titre des enseignants d'université (arrêté préfectoral de l'Ain, 27 janvier 2016).
- Participation à l'organisation matérielle de plusieurs manifestations scientifiques organisées par l'Équipe de droit privé (UJML), de 2011 à 2015